



Nicolas Sarkozy aux étudiants : la crise va « vous donner des opportunités » (rencontre à l'UdS sur la situation économique)

Dépêche AEF 157767 du 08-11-2011

« La crise, qui cause beaucoup de souffrances et crée du chômage, ce peut être pour notre pays une opportunité de prendre des mesures qu'il n'aurait jamais accepté hors de cette période, et pour vous, les jeunes, de vivre dans un pays où, à terme, il y a aura plus d'opportunités », estime le président de la République Nicolas Sarkozy, devant un amphithéâtre de 380 étudiants de master de l'université de Strasbourg, à l'occasion d'un échange consacré « aux grands enjeux du sommet du G20 et aux choix de politique économique du gouvernement face à la crise », ce mardi 8 novembre 2011 au PEGE (Pôle européen de gestion) à Strasbourg. « Au fond, qu'est ce qui se joue [avec la crise] ? Est-ce que la France restera dans le peloton de tête des grandes nations, ou pas ? Est-ce que la France continuera à vous offrir les emplois hautement qualifiés dont vous avez besoin, en réponse à votre formation universitaire qualifiée ? », poursuit le président. À l'occasion de ce déplacement sur le thème de « la modernisation des universités », organisé dans l'une des trois universités lauréates de la première vague « idex », le chef de l'État est revenu sur les principaux chantiers lancés depuis 2007, de la réforme de l'autonomie aux investissements d'avenir.

« Strasbourg a été primée dans les investissements d'avenir, cher René Ricol, et dans le plan campus, non pas parce que c'est Strasbourg, mais parce qu'il y a une équipe fantastique, parce qu'ils y ont crû, parce qu'ils se battent, parce qu'ils se disent 'Nous, on va le faire, on peut le faire' », relève Nicolas Sarkozy, accompagné à l'EM Strasbourg (composante de l'UdS) par Laurent Wauquiez, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, René Ricol, président du CGI, et Philippe Richert, président du conseil régional d'Alsace et ministre des collectivités territoriales. En amont de la rencontre avec des étudiants de l'EM Strasbourg, de l'IEP et de la faculté de sciences économiques et de gestion, le chef de l'État a visité le chantier en cours à la BNUS et s'est fait préciser l'état d'avancement des projets « investissements d'avenir » et « opération campus ».

« Développer les gisements de croissance »

« Nous avons besoin de croissance, et c'est la raison pour laquelle nous avons [lancé] le grand emprunt », rappelle Nicolas Sarkozy. « J'ai voulu expliquer aux Français cette chose qui peut paraître contradictoire : en même temps qu'il faut rembourser la dette, on fait 35 milliards d'investissements d'avenir. Parce qu'en vérité, [par le passé] la France a fait trop de dépenses de fonctionnement, et pas assez d'investissement. Avec les investissements d'avenir, on développe les gisements de croissance pour l'avenir, donc pour votre emploi », souligne le chef de l'État, interrogé par une étudiante sur les moyens d'améliorer la situation de l'emploi des jeunes. À propos des investissements d'avenir, le président se dit « impressionné par la capacité du milieu universitaire à répondre à l'appel [qui lui a été] lancé ».

Nicolas Sarkozy affiche aussi sa satisfaction sur la mise en oeuvre de la LRU. « Depuis que j'ai commencé ma vie politique, tous disaient : « Il faut faire attention, à l'université, vous pourrez pas trop bouger. » Et puis finalement, on a fait la réforme [LRU], et il n'y a pas eu de drame, pas eu de blocage », poursuit le chef de l'État, évoquant une loi sur l'autonomie appliquée « dans une ambiance relativement apaisée ». « Quand vous pensez que la loi LRU remonte à 2007-2008, [et que] nous sommes en 2011. Nous avons l'impression que c'était le Moyen-Âge. C'était il y a trois ans. Vous vous êtes approprié - professeurs, étudiants, présidents - de façon magnifique, tout ceci. La France a répondu présent, le monde universitaire français a répondu présent, a montré qu'il n'était pas conservateur, que c'était possible [...]. Cela n'était pas dit, quand même, que finalement, nous arriverions à travailler ensemble comme cela », ajoute Nicolas Sarkozy.

Pour le président, cette mise en oeuvre de l'autonomie « montre [aux jeunes], qu'il y a une espérance formidable dans la France ». « Croyez dans votre pays, croyez dans votre université, [...] on a besoin de vous pour que la France reste un pays jeune. [...] Connaissez l'histoire de votre pays, mais écrivez l'histoire qui va venir, ne soyez pas des nostalgiques. La France est un pays qui a une place dans le monde exceptionnelle, [...] donc soyons exemplaires : qu'on nous regarde parce qu'on va prendre des initiatives, qu'on va bouger, parce qu'on va montrer ce qu'on est capables de faire ». « Nous nous devons d'imaginer, sinon on va subir », exhorte-t-il.

D'ailleurs, le président a présenté sa visite à Strasbourg après le G20 de Cannes « comme un double symbole ». « D'abord, j'ai voulu venir dans une université, parce que depuis que je suis président, j'ai voulu faire comprendre que l'université et la recherche sont le cœur de l'avenir du pays ». « [Depuis 2007], nous avons voulu réconcilier l'université et la recherche : l'université française doit être le cœur de la recherche française. Il n'y a là aucune marque de méfiance à l'endroit des grands organismes de recherche. Mais, j'observais depuis des années une forme de séparation entre la recherche et l'université, [or] il n'y a pas de pays qui ait une recherche de premier plan, qui soit coupée de l'université », avance Nicolas Sarkozy.

IDEX : « le souhait d'aller le plus vite possible » (A. BERETZ)

Second élément de bilan évoqué : « nous avons voulu profondément refonder l'université française, ce qui n'est pas très simple, puisque depuis des années, la gauche comme la droite s'y [étaient] essayé, et n'[avaient] pas réussi. Or, si vous regardez les systèmes universitaires qui marchent partout dans le monde, il y a une caractéristique, l'autonomie. Il n'y a pas de réussite universitaire sans autonomie : l'autonomie, c'est la confiance des autorités publiques envers le monde universitaire. Le refus de l'autonomie, c'est la méfiance des autorités publiques envers le monde universitaire ». Cette autonomie se conçoit « dans le choix des programmes, dans l'organisation, dans le recrutement des étudiants, dans le choix des profs. L'autonomie ne résout pas tout : il faut des moyens, et de l'autonomie », complète-t-il.

De son côté, Alain Beretz, président de l'université de Strasbourg, s'est dit ravi par cette « marque de confiance » témoignée par le choix du président de venir « dans une université, parler de la crise économique » : « C'est aussi la preuve que c'est peut-être à l'université, notamment avec nos diplômés, qu'on va trouver des solutions à la crise. » Enfin, ce déplacement a été l'occasion pour le président de l'UdS d'exprimer auprès du président Nicolas Sarkozy « le souhait d'aller le plus vite possible vers une réalisation pratique des investissements d'avenir. Il en est d'accord, et nous allons à Paris jeudi, pour travailler là-dessus. Sur un certain nombre de mises en place de crédits, et en particulier sur l'initiative d'excellence qui représente le cœur de métier, nous n'avons pas encore les modalités pratiques de mise en oeuvre. Nous avons eu toutefois l'annonce, comme les deux autres sites lauréats, de 10 millions d'euros d'avances, [mais] nous souhaitons vraiment mettre en place une stratégie globale, avec le CGI », dit-il à la presse.